



Janvier / January 2020

CONAC NEWSLETTER

Bulletin bilingue d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption

Année / Year 3, N° 037



Gratuit / Free

Tél: 222 20 37 32, 658 262 682, 651 649 194 • Fax: 222 20 37 30 • Hotline: 1517

B.P./P.O Box : 33 200 Yaoundé

Website : www.conac.cm

Mailto : info@conac.cm

VITRINE SUR LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU CAMEROUN EN 2018

La Commission Nationale Anti-corruption, CONAC, a présenté, le 19 décembre 2019, le Rapport sur l'état de la corruption au Cameroun en 2018. Le document, disponible en versions anglaise et française, constitue le neuvième du genre. Le contenu de ce document est le produit des informations collectées au sein de la CONAC d'une part, et auprès des autres Administrations ou organisations qui ont fait parvenir leurs contributions à l'Institution d'autre part. Celles-ci sont au nombre de quatre-vingt et un (81) au total. Voici quelques extraits du discours du Président de la CONAC sur les activités de la CONAC.

« ... la CONAC a continué à œuvrer au renforcement des capacités des membres des Cellules de Lutte Contre la Corruption qui en font la demande, de ceux des Clubs d'Intégrité qu'elle a mis en place, ainsi que des coaches externes chargés du suivi de la mise en œuvre des Initiatives à Résultats Rapides... »

« ... s'agissant des enquêtes, des missions se sont respectivement déployées sur le terrain à l'effet de vérifier les allégations :

- d'accapement et de braderie des terres rétrocédées par la CDC aux populations du Département du Fako dans la Région du Sud-Ouest;
- de corruption au sein de la Commission Consultative de Constat d'Occupation et/ou d'Exploitation d'une parcelle du domaine national à Bakokoué, dans l'Arrondissement de Makak, Département du Nyong et Kelle, Région du Centre ;
- de « détournement des malades » à l'Hôpital Régional de Maroua ;
- de décrépidité de l'Aéroport International de Douala ;
- de corruption dans le processus d'indemnisation des victimes des travaux de reconstruction de la route Babadjou-Bamenda ;
- de corruption et de détournement des fonds publics au Poste de Péage de Nkometou, situé dans le Département de la Lékié, Région du Centre ;
- de corruption dans le recrutement des élèves en classe de Form I dans les Lycées Bilingues de Yaoundé (Essos), Etoug-Ebe et Mendong dans le Département du Mfoundi, Région du Centre ;
- de mauvaise gouvernance dans la réalisation des ouvrages de la Coupe d'Afrique des Nations de Football, initialement prévue en 2019 au Cameroun ;
- de corruption dans le recrutement des élèves au Lycée Bilingue d'Eko-rezock à Yaoundé ;
- de mauvaise gestion de la Communauté Urbaine de Limbé ».

« ...s'agissant des Actions par la voie



des Interventions Rapides (AIR) qui sont menées pour des constats de flagrants délits, le Rapport 2018 présente la synthèse de missions ayant respectivement porté sur :

- l'existence présumée d'un réseau d'établissement de faux documents administratifs et de corruption dans la Région de l'Ouest ;
- des faits de corruption ayant entraîné un conflit entre les Services du Gouverneur et la Légion de Gendarmerie du Sud ;
- des allégations de corruption et d'abus de pouvoir dans un litige foncier à Bertoua ;
- le détournement de plus de 500 millions de F CFA à l'Université de Ngaoundéré ;
- l'existence présumée d'un réseau de corruption au Ministère des Finances ;
- des allégations d'arnaque des commerçants du quartier Emanà à Yaoundé par des Contrôleurs des Prix de la Délégation Régionale du Commerce du Centre ;
- des soupçons de fraude à l'examen du Permis de Conduire dans les Centres de Nanga-Eboko et de Bafia dans la Région du Centre ;
- le « blocage » d'une procédure d'immatriculation foncière dans l'Ar-

rondissement de Bamendjou ;

- une tentative d'extorsion de fonds à la Brigade de Gendarmerie d'Okola dans le Département de la Lékié, Région du Centre ;
- des actes de corruption et d'arnaque perpétrés par des agents de la Prévention Routière et de la Station de Pesage de Bekoko, Département du Moundou, Région du Littoral ;
- des pratiques de corruption à l'Hôpital de District de Bafia, Département du Mbam et Inoubou, Région du Centre ;
- l'arnaque des parents d'élèves à l'Ecole Publique Groupe I d'Ekié à Yaoundé ;
- le détournement des fonds de l'Association des Parents d'Elèves et Enseignants (APEE) du Lycée d'Obala, Département de la Lékié ;
- l'arnaque des usagers au Centre des Impôts des Moyennes Entreprises de Yaoundé-Est ».

« ... The 24 investigative missions presented in this Report exposed numerous irregularities that have caused the State an overall financial loss estimated at CFA 9 billion 425 million 314 thousand 946 francs. This includes CFA 9 billion 240 million 829 thousand 996 francs for the Limbe Urban Council, 180 million francs for the Nkome-

tu Tollgate Post, 14 million 849 thousand 850 francs for the Bafia District Hospital and 3 million francs for the Parent Teacher Association of Government High School Obala... ».

« ... le total des dénonciations reçues à la CONAC en 2018 est de 23 048, contre 3 982 en 2017, soit une augmentation de 18 066 dénonciations, en valeur absolue et de 172%, en valeur relative... »

« ...it is clear that in Cameroon, concrete actions were carried out in the fight against corruption in 2018, the Anti-Corruption Year declared by the African Union. Control institutions, Courts, Public administrative bodies, the Private Sector and Civil Society were all very active in this fight that concerns all of us.

The mechanisms put in place and actions taken encouraged citizens to speak out more, proof of their trust in the institutions set up by the State. Our challenge is therefore to meet this ever-increasing demand, for the development of our country.. ».

« ... Afin de consolider les acquis en matière de lutte contre la corruption et d'apporter une réponse plus efficace aux attentes de nos concitoyens, la CONAC recommande, sur un plan général :

- la poursuite du processus de ratification de la Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la lutte contre la corruption, adoptée à Maputo le 11 juillet 2003, et de la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance, adoptée à Addis Abeba le 30 janvier 2007 ;
- la création d'une structure spécialement dédiée au recouvrement et à la gestion des avoirs volés par le biais de la corruption dont les montants connaissent d'année en année une augmentation considérable ;
- le déploiement de la CONAC sur l'ensemble du territoire national, à travers la mise en place de démembrements territoriaux, pour faire face au volume des dénonciations ».

BE THE CHANGE YOU WANT TO SEE IN CAMEROON. DENOUNCE ALL ACTS OF CORRUPTION TO CONAC.

2018, LA CORRUPTION COMBATTUE MAIS PAS ENCORE VAINCUE

Le Rapport sur l'état de la lutte contre la corruption en 2018 présenté par la CONAC le 19 décembre 2019 à Yaoundé montre plus d'acteurs engagés, la prévention tous azimuts, des sanctions infligées, l'explosion du nombre des dénonciations et toujours des milliards en fumée.

Plus de 23 mille dénonciations des pratiques de corruption enregistrées par la CONAC en 2018. L'année d'avant, en 2017, moins de 4000 dénonciations avaient été comptabilisées. Soit un taux de progression de l'ordre de 172 %. Motif d'inquiétude? Que non. Le Président de la CONAC, le Révérend Docteur Dieudonné Massi-Gams, répondant aux questions des invités y voit plutôt la preuve d'un plus grand intérêt des citoyens à ne plus se laisser faire et à s'engager résolument dans la lutte contre ce fléau. D'ailleurs, la mise en place du numéro vert de la CONAC, le 1517, en 2018, a beaucoup contribué à cette augmentation exponentielle du nombre des dénonciations.

Au plan des investigations et

des affaires en Justice, 24 missions d'enquête menées par la CONAC en 2018 révèlent une perte de près de 9 milliards et demi de fcfa pour l'Etat dont, plus de 9 milliards de la seule Communauté Urbaine de Limbé, 180 millions au péage de Nkometou, près de 15 millions à l'Hôpital de District de Bafia, et 3 millions au Lycée Général d'Obala.

Dans le Rapport, les chiffres provenant des Juridictions donnent davantage le tournis, à l'exemple du Tribunal Criminel Spécial (TCS) dont les arrêts dévoilent un préjudice financier subi par l'Etat du Cameroun de l'ordre de 46 milliards et demi de FCFA, dans diverses affaires relatives à la corruption et aux infractions assimilées pour la même année. 42 personnes sur les 58 concer-

nées ont été déclarées coupables et des peines d'emprisonnement allant de dix ans à l'emprisonnement à vie leur ont été infligées. 16 autres accusés ont été acquittés.

2018 c'est aussi l'année d'accélération de la prévention de la corruption de la part de la CONAC. Un numéro d'appel gratuit, le 15 17 a été mis en place ; de nombreuses campagnes relatives à la gratuité du service public ont été menées sur le terrain ; des Clubs d'Intégrité ont été créés et installés dans plusieurs établissements scolaires, universitaires et de formation professionnelle. De même, une Cellule de Veille Electorale a été mise sur pied lors du scrutin présidentiel d'octobre 2018.

Enfin, l'année 2018 a connu la poursuite de la réalisation des Initiatives à Résultats Rapides dans plusieurs Ministères et structures publiques et parapubliques ainsi que l'entrée en scène de nombreux autres Etablissements Publics, des Sociétés Publiques et Parapubliques et des Collectivités Territoriales Décentralisées. Dans ce registre, le Rapport présente des activités anti-corruption de 12 nouveaux acteurs dans ces différentes catégories, l'objectif commun étant d'en finir avec la corruption.

Nul doute, une action holistique est en cours au Cameroun pour arriver à bout de ce fléau. Le phénomène résiste, mais petit à petit, le combat fait des pas déterminants.



CAMEROON'S 2018 ANTI-CORRUPTION STATUS REPORT: INSIGHTFUL AND REVEALING

The document, published in both French and English was presented on December 19, 2019, at a highly attended ceremony at the Yaounde Conference Centre.

CONAC's Chairman, Rev. Dr Dieudonné MASSI-GAMS, has stated that the strides made in the fight against corruption in Cameroon have evolved in the past decade, with close to 30 ministries now involved in the fight and more Cameroonians engaged in denouncing corruption,

as revealed by CONAC's statistics of skyrocketed number of whistle blowers. He made the assertion on the 19th of December, 2019, during the official ceremony to present Cameroon's 2018 Anti-Corruption Status Report.

The Chairman of CONAC lauded the contributions of Control Institu-

tions, Courts, Public administrative bodies, the Private Sector and Civil Society Organisations, which were all very active in the fight against corruption in Cameroon in 2018, the Anti-Corruption Year declared by the African Union.

The ceremony which was held at the Yaounde Conference Centre

brought together members of government, the diplomatic corps, managers and Director Generals among others, who were all handed copies of the report and exhorted to be veritable ambassadors of the fight against corruption in Cameroon for the development of the nation.

DIS « NON » A LA CORRUPTION, CHAQUE « NON » COMPTE

JOURNÉE INTERNATIONALE ANTI-CORRUPTION 2019

LA CONAC AXE SON ACTION EN DIRECTION DE LA JEUNESSE

Le Président de l'Institution s'est rendu le 9 décembre 2019 dans quatre établissements scolaires de la ville de Yaoundé pour interpeller les jeunes sur l'importance de la lutte contre la corruption.

L'activité dite « Tournée d'Intégrité » marquait la célébration au Cameroun de l'édition de 2019 de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption. L'objectif de la tournée était d'amener les Elèves et les Enseignants à prendre conscience des méfaits de la corruption sur le plan économique, politique et éducatif et de mettre en exergue l'importance de l'intégrité. Elle s'inscrivait en droite ligne avec le Programme National d'Education à l'Intégrité (PNEI) conduit par la CONAC depuis des années auprès des jeunes des Ecoles, collèges, Ly-

cées et Universités. A Cette occasion, le Président de la CONAC, le Révérend Docteur Dieudonné MASSI GAMS a rendu visite aux élèves du Complexe scolaire de Bastos, de l'Ecole Publique du Centre Administratif, du Lycée Technique Charles Atangana et du Lycée de Tsinga.

A chaque étape de la tournée, le Président de la CONAC commençait par donner une explication de l'objectif de la présence de la CONAC au sein de l'Etablissement visité et de ses attentes à l'égard de

la communauté éducative pour une lutte contre la corruption plus efficiente au Cameroun. L'exercice se poursuivait avec l'administration aux élèves réunis, d'un quiz sur l'intégrité, la lutte contre la corruption et la CONAC. Les meilleurs élèves en matière de connaissances relatives à la lutte contre la corruption au Cameroun recevaient des récompenses constituées de T-shirts, casquettes, calendriers, sacs, portant la marque de la Commission Nationale Anti-Corruption. L'exercice était couru et apprécié par la communauté éducative.

La journée s'est terminée par une déclaration du Président de la CONAC au cours de laquelle il a souligné que la corruption au Cameroun recule à une vitesse qui ne reflète pas la volonté politique et les efforts consentis. Il a donc appelé à continuer sensibiliser les jeunes à l'intégrité, qui est un adjuvant important dans la lutte contre la corruption. Cette sensibilisation contribuera à accroître la masse d'acteurs positifs prêts à dire NON à la corruption.



“INTEGRITY IS THE MOST DEADLY WEAPON AGAINST CORRUPTION”

Following is the declaration of the Chairman of CONAC, Reverend Dr Dieudonné MASSI GAMS, on the occasion of the 2019 International Anti-corruption Day.

“Cameroon joins the International Community today, December 09, 2019, to celebrate the International Day Against Corruption. The Day, instituted by the United Nations in 2003, seeks to draw the attention of humanity to the dangers of corruption and actions to be taken to curb the ill. It also seeks to create greater enthusiasm in the fight against corruption within the population.

Knowing that integrity is an important tool in the fight against corruption, CONAC decided to dedicate

this edition to the promotion of integrity among youths; the future of the nation.

The organisation of an “Integrity Tour” actually ties with the National Education Programme on Integrity. Actually, the challenge of encouraging youths to shun corruption is one of the promising aspects of any fight against the scourge.

The ultimate goal of the “Integrity Tour” that we have just carried out is to bring the students, the teachers and the educational community as a whole, to become aware

of the harmful effects of corruption and the importance of integrity in society.

CONAC's biggest challenge is to make Cameroon a country where integrity is the watchword for all citizens; integrity being the most deadly weapon against corruption. Cameroon will thus become a strong, prosperous and emerging country.

This is the vision of the Head of State, His Excellency Paul BIYA, committed to preserving national unity, peace, stability and progress

in Cameroon. This is the dream of all Cameroonians. We can concretise it by saying “NO” to corruption, a real cankerworm that slows down development and accentuates social injustice.

CONAC therefore invites Cameroonians to continue to act against this scourge by denouncing any corrupt practice they witness or are victims to. Denunciation is a patriotic duty and a civic obligation. Do not be a silent victim or accomplice to corruption!”

«UN CAMEROUN SANS CORRUPTION COMMENCE PAR MOI» JE DÉNONCE TOUT ACTE DE CORRUPTION À LA...CONAC

« UN ENFANT QUI DIT NON A LA CORRUPTION EST PRET A LE FAIRE PARTOUT OU IL SERA APPELE A SERVIR. »

Dieudonne MASSI GAMS, Président de la CONAC

Monsieur le Président de la CONAC, un élève qui dit non à la corruption est-il un gage d'une société plus sereine pour l'avenir ?

Nous pensons humblement que c'est quelque chose que la société camerounaise doit reconnaître aujourd'hui. Les enfants n'étaient pas suffisamment sensibilisés aux méfaits de la corruption. Si aujourd'hui, un enfant, un élève dit non à ce fléau, ce n'est pas à prendre à la légère. Cela veut dire qu'il y a une prise de conscience pour aujourd'hui et pour l'avenir parce que selon une assertion bien connue, la jeunesse est le fer de lance de la nation ; et le chef de l'Etat n'a jamais cessé de le dire. Former un enfant, éduquer un enfant, c'est prévoir le futur. Quand un enfant commence à dire non à la corruption, cela veut dire qu'il est prêt à le faire partout où il sera appelé à servir le moment venu. Et pour quoi ne peut-il pas influencer ses parents ! Pourquoi ne peut-il pas influencer ses Enseignants ! Pourquoi ne peut-il pas influencer ses camarades ! Nous pensons que c'est quelque chose de positif et nous croyons que si aujourd'hui les élèves au Cameroun peuvent dire non à la corruption, c'est un très grand avantage pour un meilleur avenir pour le Cameroun.

Vous avez initié, il y a quelques années, la création des clubs d'intégrité dans les collèges, lycées, et universités. Pouvez-vous aujourd'hui dresser une sorte de bilan de cette action ?

Nous revenons du terrain et nous nous sommes effectivement rendu compte que les clubs d'intégrité sont réellement au travail. Nous avons l'exemple du club du Lycée de Tsinga dont les membres étaient présents lors du passage de la CONAC et ceux des Universités de Yaoundé qui nous rendent compte constamment de leurs activités.

En plus, les rapports de nos équipes qui reviennent des Jeux universitaires et scolaires

indiquent que les phénomènes de mercenaires et de faux âges ont disparu des compétitions. Par ailleurs, beaucoup d'élèves savent aujourd'hui que les notes sexuellement transmissibles ne peuvent plus passer et ils sont moins tentés de corrompre les Enseignants. En bref, l'intégrité s'installe de plus en plus au sein des communautés éducatives. C'est cela le but des clubs d'intégrité, celui d'inculquer l'intégrité dans la conscience de ses membres et de leurs camarades.

Beaucoup de Camerounais pensent que le combat contre la corruption est une tâche difficile, un combat herculéen parce que tout le monde est pourri et on ne peut rien faire. Entendez-vous cela ?

Nous pensons qu'il faut avoir suffisamment de réserve et être humble pour reconnaître que les mauvaises habitudes ont la peau dure. Mais cela ne veut pas dire que les mauvaises habitudes ne changent pas. Dans les années 70, 80 et début 90, le problème de la corruption était un sujet tabou. On avait de la peine à en parler. Ça faisait un peu de hic de toucher, d'inquiéter une personnalité impliquée dans une telle pratique. On éprouvait une certaine peur. Aujourd'hui, la peur a commencé à gagner le camp de ceux qui se croyaient libres de tirer des avantages de la corruption. C'est vrai qu'il y a encore des pratiques de pourcentage dans certaines Administrations, mais cela ne se fait plus de manière ostentatoire. Nous avons aujourd'hui régulièrement des recensements des agents de l'Etat pour débusquer les faux agents ainsi que des Initiatives à Résultats Rapides qui adressent des problèmes de corruption et de gouvernance dans les Administrations. Au total, il y a beaucoup d'actions qui sont menées et des sanctions qui sont prises. Ce n'est pas tout à fait ce à quoi on devrait s'attendre, mais nous disons que la semence est déjà mise en terre, elle est en train de germer et de produire. L'erreur



à ne pas commettre, c'est d'attendre tous les produits positifs de la lutte contre la corruption maintenant. Il faudrait se dire qu'avec une marge de 5 ou 10 ans, nous aurons atteint l'un des meilleurs niveaux de lutte contre la corruption, parce que beaucoup de grands pays considérés aujourd'hui comme les moins corrompus ont commencé par l'éducation. Cela rappelle le proverbe africain qui dit qu'on n'attrape un serpent par le milieu. Si on l'attrape par le milieu on risque de se faire mordre parce qu'on ne connaît ni où se trouve sa tête ni où se trouve sa queue. Il faut prendre le serpent par la tête. L'éducation se trouve être à notre avis l'un des meilleurs moyens pour amener les uns et les autres à comprendre que la corruption est négative et elle empêche le développement du pays.

Lorsque vous êtes en face d'un corrompu avéré, qu'est-ce qui vous gagne en premier, le besoin de le sensibiliser ou celui de le réprimer ?

En effet, nous avons une Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption adoptée et validée par le Gouvernement et ses Partenaires Techniques et Financiers, qui constitue le plan d'action produit par les camerounais eux-mêmes et nous avons la conscience personnelle. Quand on est en face d'un corrompu avéré, ce qu'on peut ressentir en premier lieu, c'est le regret qu'un responsable qui est censé être utile à la société se permet un certain nombre d'actes qui freinent ou qui tirent vers le bas le déve-

loppement social. Et là, il faut avoir le courage de le lui dire. En général, les Camerounais commencent à avoir ce courage et la dénonciation est devenue quelque chose d'important. Deuxièmement, si vous avez un panier de fruits dans lequel il y a des fruits verts, des fruits mûrs et des fruits pourris. Qu'est-ce qu'on doit faire des fruits pourris ? Il faut bien les enlever. Cela veut dire que celui qui est reconnu comme corrompu doit être sanctionné. La mission de la CONAC est aussi de faire des propositions pour qu'on en vienne à respecter le bien public et à systématiquement rendre compte. Il faudrait bien que les responsables corrompus rendent compte, comme dirait quelqu'un, ce corrompu doit rendre gorge.

Chaque jour le 15 17 vous alerte sur des cas de corruption ici et là. Lorsque cela arrive, qu'est-ce que vous vous dites, que la tâche est encore énorme ou que vous êtes sur le bon chemin ?

Permettez-moi de vous donner quelques chiffres. Nous sommes partis de 200 dénonciations en 2011 à plus de 3000 en 2018. C'est dire qu'il y a une nette progression et un intérêt qui se développe chez les Camerounais à dénoncer la corruption. C'est une prise de conscience à ne pas continuer à être victime ou complice de la corruption. Avec le 15 17, la CONAC est en train de mener une activité favorable à l'éradication de la corruption. La CONAC n'est pas seule sur cette voie beaucoup d'autres Administrations lui ont emboîté le pas. Elles ont laissé la tradition des boîtes à suggestions. A travers le numéro vert, les citoyens peuvent se faire entendre de n'importe quel endroit du pays.

Dans votre déclaration lors de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption, vous dites que si d'autres pays ont gagné le combat contre la corruption, le Cameroun peut aussi le faire. C'est le Pasteur qui le

dit ou l'acteur engagé à lutter au quotidien contre la corruption ?

Les deux. Le Pasteur c'est très important, parce que notre mission c'est le respect de la dignité humaine. Dieu nous a créés à son image et nous devons nous respecter à travers les actes que les uns et les autres posent. Nous ne pouvons pas construire le pays dans le péché. L'un des grands péchés est cette corruption qui ne permet pas que les uns et les autres soient respectés. L'une des causes des crises, des agressions dont nous sommes victimes, dont le pays est la proie aujourd'hui, c'est la corruption. Si chacun avait le sens du respect du bien public, sachant que ce que je fais doit être fait dans l'intégrité, on n'en voudrait pas à l'autre. Car l'évangile dit « Tu aimeras l'éternel ton Dieu de tout ton cœur, de toute ton âme, de toute ta pensée ; tu aimeras ton prochain comme toi-même ». Si tu n'aimes pas ton prochain, tu vas forcément te livrer à la corruption. Mais si tu aimes ton prochain, tu ne peux permettre que cette corruption passe par toi ou X pour nuire à autrui. Ça c'est le Pasteur qui parle.

Maintenant le citoyen. Dieu ne descendra pas du ciel. Comme disait un théologien, les idées justes ne tombent pas du ciel, les idées justes viennent des hommes. Nous devons savoir distinguer entre le bien et le mal. Et le mal ici c'est la corruption. Pour construire la société, il faut qu'elle soit débarrassée du mal et chacun de nous sait faire le jugement de valeur. Aujourd'hui, il faut que les Camerounais sachent faire ce jugement de valeur. Si d'autres pays ont gagné la lutte, est-ce qu'il y a eu de miracle. Non, ce sont les êtres humains comme nous qui ont réussi à se donner un certain nombre de défis qu'ils ont relevés. Ils ont dit c'en est assez, on ne peut pas continuer ainsi. Organisons-nous, disons non à la corruption pour l'avenir de nos fils et petits-fils.

LA CORRUPTION N'EST PAS UNE FATALITÉ, ELLE PEUT ÊTRE VAINCUE. DENONCEZ TOUT ACTE DE CORRUPTION !

CONAC NEWSLETTER

Bulletin bilingue mensuel d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption
Tél : 222 20 37 32 Fax : 222 20 37 30
Ligne Verte: 1517 / BP 33 200 Yaoundé
info@conac.cm, www.conac.cm

Directeur de Publication

Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS

Directeur de Publication Délégué

Pr. François ANOUKAHA

Conseil Editorial

NGALLE EYOUM

Rédacteur en chef

Irene MORIKANG TCHE

Rédaction

Irene MORIKANG TCHE

Richard FEGUE EKANI, Benjamin FOUA EFFA,

Anselme NDOPATA, Jacques TCHENEM VANDOU,

William ITOE TITI, Miranda ATAM

Secrétariat

Eunice BIH F. AZIE

Sylvie VOUFACK

Simon Pierre NTAP

Impression

Régie / CONAC